



FPM

Fonds pour l'inclusion financière en RD Congo

VEILLE SECTORIELLE 2^e SEMESTRE 2015

- CONJONCTURE INTERNATIONALE.
- APERCU ÉCONOMIQUE DE LA R.D. Congo.
- EVOLUTION DU SECTEUR FINANCIER EN RDC : BANQUE ET MICROFINANCE.
- ACTIVITES DU FPM-Fonds pour l'inclusion financière en R.D. Congo



CONJONCTURE INTERNATIONALE

L'année 2015 s'est terminée avec un ralentissement de la croissance économique mondiale par rapport aux résultats de l'année 2014 avec des conséquences divergentes entre les pays avancés, les pays émergents et ceux en développement.

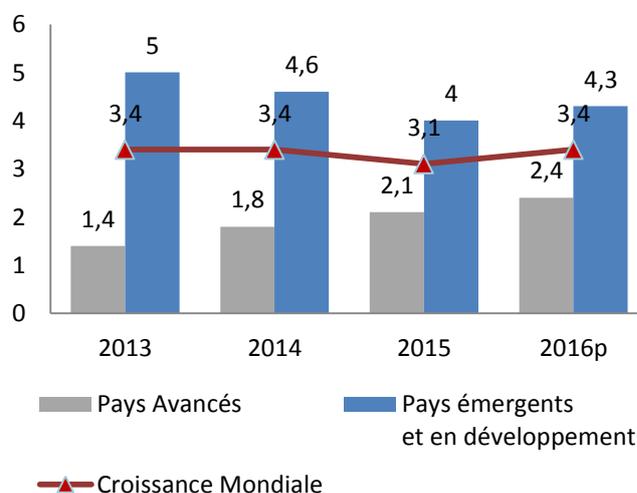
Ce ralentissement découle de deux facteurs :

- Le ralentissement de l'économie chinoise a entraîné une chute des cours des matières premières. Cette chute a impacté les pays dépendant des exportations de matières premières causant la baisse de leur croissance économique. Les pays ayant une économie diversifiée (pays avancés) ont été moins touchés.
- La baisse du cours du pétrole s'est poursuivie au cours de la deuxième moitié de l'année 2015. Le baril de Brent atteignait 115 USD en juin 2015 et en décembre 2015 le prix du baril était à 45 USD. L'exportation du pétrole de Schiste par les Etats-Unis, la future arrivée de l'Iran sur le marché pétrolier ainsi que la surproduction de pétrole des pays de l'OPEP ont entraîné un déséquilibre sur le marché (L'offre supérieure à la demande).

La mutation de la Chine, le relèvement du dollar américain ainsi que le cours du pétrole brut ont eu des conséquences différentes pour la majorité des pays du monde en 2015. Sur base de ces facteurs et selon le FMI, le taux de croissance attendue en 2016 pour le continent africain serait de 3% contre 3,5% en 2015 soit le niveau le plus bas depuis 15 ans et 5% en 2014. Cependant, il est à noter que 2016 sera une année électorale dans plusieurs pays africains comme le Bénin, la RDC, la République du Congo, l'Uganda et le Burundi où les élections pourraient s'accompagner de troubles politiques.

Le taux de croissance économique mondiale en 2015 était en légère baisse, soit 3,1%, par rapport à 2014 (3,4%). Selon le FMI, le taux de croissance mondiale attendue pour l'année 2016 serait de 2,9% avec des disparités entre les pays.

En 2016, les pays avancés maintiendront un niveau de croissance du PIB réel de 2,1% tandis que les pays émergents et en voie de développement auront un taux de croissance de 4,3% contre 4% en 2015.



Source: Banque Mondiale

Fin de la croissance à deux chiffres pour la Chine

La Chine a enregistré en 2015 un taux de croissance de 6,9% soit le taux le plus bas depuis 25 ans. La république populaire a fait un choix volontaire en réduisant le sentier de sa croissance économique vers un modèle plus viable c'est-à-dire la consommation interne. Car son économie dépendait essentiellement de l'extérieur (importations et exportations).

Le recul de l'activité dans l'économie chinoise a eu des conséquences sur les prix des produits de base mettant ainsi en péril la situation budgétaire des pays exportateurs de matières premières.

Les difficultés des pays exportateurs de matières premières

Pour la cinquième année consécutive, l'activité des pays émergents et en développement est en baisse. La croissance du PIB réel de ces pays est de 4% en 2015 contre 4,6% en 2014. Ce recul impacte particulièrement l'activité mondiale. L'activité économique du Brésil a reculé depuis 2013. Fin 2015, la croissance du PIB brésilien était de -3% contre 0,1% en 2014.

Chute du cours de l'or noir et conséquences

Le ralentissement de la croissance économique des pays émergents et surtout de la Chine a entraîné une baisse de la demande de pétrole.

Le maintien d'un taux de production élevée (surproduction de 1 à 2 millions de barils par jour) des principaux exportateurs de pétrole comme l'Arabie Saoudite, la Russie et les Etats Unis a entraîné un excédent de pétrole sur le marché. Car, les membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) souhaitent un réajustement automatique du marché par les prix. Cette décision a pour but de décourager l'entrée de nouveaux exportateurs sur le marché.

L'effondrement des cours a eu des conséquences négatives sur l'économie d'autres pays exportateurs comme le Venezuela (baisse de 60% de recettes de l'Etat, le Nigéria (hausse de l'inflation à 4%). Les Etats Unis prévoient une chute de 8% de la production de pétrole de Schiste soit 8,5 millions de baril/jour.

Cette baisse du cours de l'or noir a néanmoins eu des répercussions positives à savoir la baisse de la facture énergétique pour les pays importateurs (le reste du monde).

Les perspectives du marché pour l'année 2016 montrent que le prix du pétrole sera bas où l'offre restera supérieure à la demande. La concurrence sera plus que jamais au rendez-vous en 2016 avec la prochaine arrivée de l'Iran, perpétuant la baisse des prix. Néanmoins, l'agence Reuters table sur un rééquilibrage du marché d'ici fin 2016.

Situation des pays avancés

Les Etats Unis ont enregistré un taux de croissance économique de 2,5% en 2015 contre un taux de 2,4% en 2014. Ce résultat provient de la baisse d'activités enregistrée au cours du 4^e trimestre (taux de croissance de 0,7% contre un taux de 2% au 3^e trimestre). La chute des cours de l'or noir a entraîné un recul de 2,5% des investissements principalement dans le secteur de l'énergie. La hausse progressive des taux d'intérêt de la Réserve Fédérale a miné les exportations soit une baisse de 2,5%. Mais, les conséquences négatives de l'appréciation du dollar américain se feront sentir en 2016 pour les pays émergents touchant leur réserve de devises.

La zone euro a quant à elle connu une croissance timide mais soutenue qui laisse envisager une reprise dans les années futures (croissance de 1,5% en 2015 contre 0,9% en 2014). Selon le FMI, la baisse des cours du pétrole, la dépréciation de l'euro et les taux d'intérêts bas aurait dû stimuler l'activité de l'économie de l'Union Européenne.

En 2015, la croissance économique de la zone euro est principalement soutenue par l'Espagne avec une croissance du PIB réel à 3,2%. L'Allemagne dont la demande interne a soutenue l'activité enregistre une croissance économique de 1,45%. Et l'Italie enregistre une croissance de 0,8% après -0,4% en 2014.

Perspectives mondiales pour l'année 2016

Les perspectives économiques pour 2016 au niveau mondial restent faibles avec un taux de croissance du PIB réel estimé à 3,4% en 2016 en raison de la transformation de l'économie chinoise et de l'effondrement de l'or noir écornant la croissance des pays émergents. Les prévisions de croissance économique en 2016 pour la Chine sont de 6,3% et 6% pour 2017. La Russie et le Brésil en récession économique auront respectivement un taux de croissance économique de -0,7% et de 0,1% en 2016. Sachant que les pays émergents représentent 70% de la croissance économique mondiale leur situation de faiblesse généralisée toucherait fortement la croissance mondiale.

La Banque Mondiale estime la croissance de l'Afrique Sub Saharienne à 4% en 2016. Malgré la légère baisse des exportations, la zone euro enregistrerait un taux de croissance du PIB de 1,7% dont 1,7% pour l'Allemagne, 2,7% pour Espagne et 1,3% pour la France. Les Etats Unis auraient une croissance de 2,1% en 2016.

	2013	2014	2015	2016p
Croissance Mondiale	3,4	3,4	3,1	3,4
Pays Avancés	1,4	1,8	2,1	2,4
Etats Unis	1,6	2,4	2,5	2,1
Zone Euro	0,4	0,9	1,5	1,7
Pays émergents et en développement	5	4,6	4	4,3
Chine	7,7	7,3	6,9	6,3
Russie	1,3	6	-3,8	-0,7
Brésil	3	1,5	-0,7	0,1
Afrique Subsaharienne		5	3,5	4,2

Source: Banque Mondiale

CONJONCTURE NATIONALE

Conjoncture socio-politique en RD Congo

Le second semestre de l'année 2015, était marqué par des tensions politiques découlant de la problématique de la tenue des élections.

Ce climat d'incertitude peut propice aux affaires, mine les perspectives d'investissements pour l'année 2016.

Les prévisions 2016 montrent un léger abaissement des principaux indicateurs macroéconomiques avec des prévisions de taux de change autour de 940 CDF. La BCC estime que le taux d'inflation accumulé serait de 3,4% en 2016.

Aperçu économique de la RD Congo

Conséquences de la chute des cours de matières premières

La baisse des importations au niveau mondial, principalement celle de la Chine, a été à l'origine de la baisse des cours des matières premières contribuant au ralentissement des économies émergentes et des pays en développement. Ce phénomène a également affecté la RDC dont l'économie est essentiellement basée sur l'exportation de matières premières brutes du secteur minier dont la principale est le cuivre (la Chine est le principal importateur du cuivre de la RDC). Le secteur minier représente 44% du PIB nominal de la RDC et le cuivre à lui seul représente 35% du PIB, soit près de 80% du total des exportations du secteur minier. Le cours du cuivre est en recul de 50% par rapport à 2011 et en 2015, la production a baissé de 3,3% par rapport à 2014. Cette évolution combinée de la baisse du cours de matières premières et du volume exporté a impacté négativement la croissance de la RDC.

L'économie congolaise a enregistré une croissance de 6,9 % fin 2015 contre une prévision initiale de 10,4% en début d'année. Il faut noter cependant que d'autres matières premières ont une croissance mais leur poids réduit sur l'économie n'a pas pu impacter la croissance du PIB. C'est le cas de l'or dont la production a augmenté de 31,9% soit 25,8 tonnes de plus en 1 an.

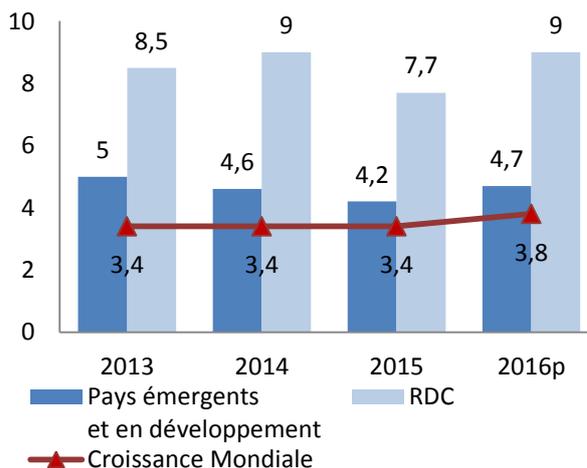
Stabilité monétaire pilier de l'économie

Selon les projections de la Banque Mondiale, la poursuite de la politique de dédollarisation de l'économie congolaise permettrait à l'état d'augmenter ses recettes et celles-ci atteindraient 2% du PIB. La politique monétaire et de taux d'intérêt domestique joueraient dans ce cas un rôle important dans la gestion macroéconomique. De plus, la dépendance de l'état à l'égard des réserves de change serait réduite.

La diversification pour une meilleure résilience de l'économie

Selon le rapport de la Banque Mondiale sur le suivi de la situation économique et financière de la RDC publié en 2015, une baisse de 3 points du taux de croissance de la Chine entrainerait une baisse d'un point de pourcentage du PIB réel de la RD Congo et 320 millions de dollars américains en réserves de change toutes choses égales par ailleurs. Avec les prévisions de croissance du FMI pour la Chine pour les prochaines années de 6,3% en 2016 et 6% en 2017 et au vue des perspectives de croissance de l'économie mondiale, il serait impératif que les pays exportateurs de matières premières diversifient leur activité afin d'assurer leurs perspectives de croissance pour les prochaines années en cas de chocs conjoncturels.

Le rapport de la banque mondiale, Doing Business 2016 qui évalue la facilité à faire des affaires a classé la RDC à la 184^e place sur 189 nations répertoriées. Le pays avance de trois rangs par rapport à 2015, les points d'amélioration sont la création d'entreprise est devenue plus rapide et l'octroi de permis de construire. Cependant ce rapport note que la RDC a encore des efforts à fournir en matière d'obtention des prêts, protection des investisseurs minoritaires, paiement des impôts et taxes ainsi que le raccordement à l'électricité.



Source: Banque Mondiale & BCC

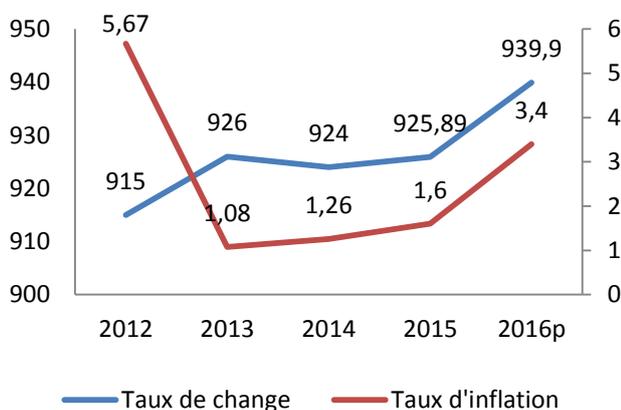
Inflation et taux de change

Les années 1970 aux années 1990 ont été des périodes d'inflation forte en RDC (hausse annuelle de prix atteignant jusqu'à 90 000% en août 1993). Dans ce contexte d'instabilité économique, les agents économiques s'étaient tournés vers les monnaies étrangères (principalement le dollar américain) afin de préserver la valeur de leurs actifs. En 2001, les autorités

politiques avaient autorisé la libre circulation des devises étrangères pour favoriser la stabilité macroéconomique du pays. La dollarisation de l'économie avait amélioré l'intermédiation dans le pays et avait permis de réduire entre autres la fuite de capitaux. Au cours des dix dernières années, l'état congolais a entrepris des réformes monétaires afin de stabiliser l'économie congolaise. L'inflation a pu être maîtrisée avec un taux oscillant depuis 2013 autour de 1,2%. Fin 2015, le taux d'inflation cumulé était de 1,6% contre 1,03% en 2014, indiquant une légère augmentation du rythme de l'inflation.

Pour réduire la dépendance de l'économie au dollar américain, la Banque Centrale du Congo a mis en place une série de mesures. La nouvelle réglementation de change instaurée en septembre 2014 permet de limiter les transactions en monnaie étrangère et d'accroître l'intermédiation financière en monnaie nationale. Le coefficient de réserve obligatoire en devise est supérieur à celui en franc congolais soit un coefficient de 8% pour les dépôts à vue en devise et 7% pour ceux à terme en devise en 2015.

Le Franc congolais s'est légèrement déprécié par rapport au dollar au cours du premier semestre 2015. A fin 2015, le taux de change a oscillé autour de 925 CDF le dollar à l'indicatif et 938 CDF au marché parallèle.



Source: BCC

Le taux d'inflation s'est situé à 1,6% 2015 contre 1,03% en décembre 2014. Le taux d'inflation pourrait s'établir autour de 3,4% en décembre 2016.

La BCC prévoit une dépréciation de la monnaie nationale pour l'année 2016 en raison des perspectives économiques mondiales.

Prévisions de croissance pour l'année 2016

Selon la BCC, les prévisions de croissance du PIB pour l'année 2016 sont 6,6% pour un taux d'inflation moyen de 3,4%. Il faut savoir que le FMI estime la croissance de l'économie congolaise sera à 7,3% en 2016 en raison de la dépendance de la RDC à la croissance du PIB réel chinois.

Le budget de l'état pour l'année 2016 est fixé à 8,47 milliards de CDF soit une baisse de 0,2% par rapport à l'année 2015. Ce budget représente 20,7% du PIB de la RDC. Les recettes du budget général de l'état proviendront en 2016 à 80,6% des recettes internes et à 19,4% des recettes extérieures.

BANQUES & MICROFINANCE

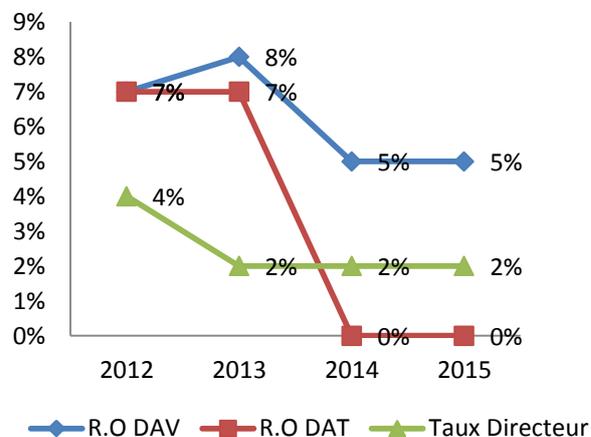
SECTEUR BANCAIRE

Faible croissance en 2015

Les dépôts bancaires sont de 3,66 milliards USD pour l'année 2015. La croissance des dépôts est de 6% contre un taux de croissance de 24% en 2014.

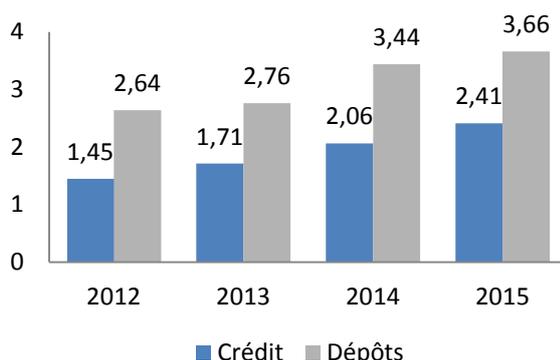
L'encours de crédit est de 2,41 milliards USD soit une progression de 17% contre une croissance de 20% 2014. La faible croissance du secteur bancaire constaté au premier semestre 2015 se confirme pour la seconde moitié de l'année.

Les perspectives de stabilité politique sont précaires à l'horizon 2016 cela pourrait entrainer en partie une baisse des dépôts bancaires en 2016



Source: BCC

Dépôts et Crédits bancaires (en milliards d'USD)



Source: BCC

Réserve obligatoire en CDF et taux directeur

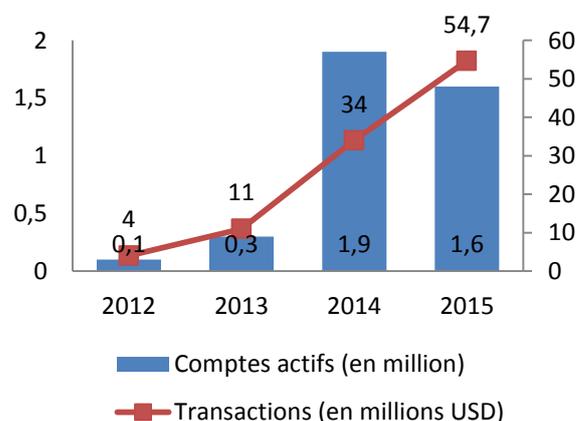
Poursuivant sa stratégie de dédollarisation de l'économie, la Banque Centrale du Congo a maintenu le taux directeur à 2%. Fin 2015, les coefficients de la réserve obligatoire sont maintenus respectivement à 8% et 7% pour les dépôts en devises à vue et à terme et à 2% et % pour les dépôts en monnaie nationale à vue et à terme.

Le coefficient de la réserve obligatoire pour les dépôts en franc congolais à vue est de 2% et 0% pour les dépôts à terme donnant une marge conséquente aux institutions financières pour accroître les crédits en monnaie nationale.

CROISSANCE MOBILE BANKING

Comme en 2014, la croissance des services de mobile banking se poursuit pour l'année 2015. Agréé depuis 2012 par la BCC, les opérateurs téléphoniques Tigo Cash, Airtel Money et M-Pesa de Vodacom offrent ce service à 10,8 millions de clients.

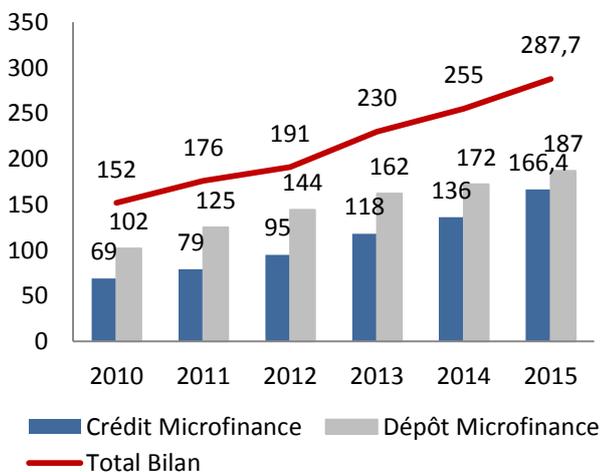
Selon la BCC, de façon consolidée, le volume de transactions continue sa progression et s'établit à 54,7 millions USD en 2015 pour 1,6 millions de comptes actifs. Signalons que le nombre de comptes actifs qui ne représentent que 15% du nombre des clients enregistrés soit 10,8 millions de comptes enregistrés. Après avoir dépassé la barre des 5 millions d'abonnés, l'opérateur Orange a lancé son service Orange Money le 4 novembre 2015. Ce nouvel acteur permettra d'accroître le volume de transactions et d'augmenter le nombre d'utilisateurs.



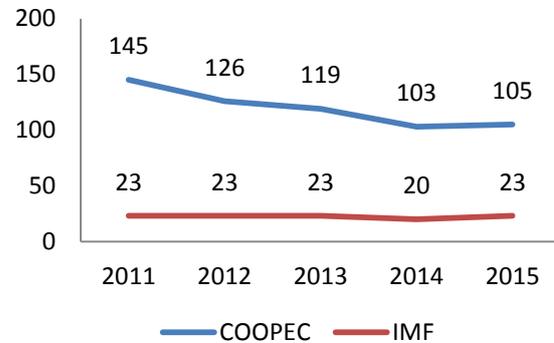
Source: BCC

Plusieurs défis restent à relever dans ce secteur d'avenir. Selon l'étude d'Elan-Altai¹, l'avancement du secteur du mobile banking s'accélérerait avec une multiplication de relais de détaillants et une meilleure formation des agents évoluant en zone rurale. Il faut noter que plusieurs fournisseurs de services financiers (IMF et coopératives) seraient prêts à fournir ce type de service.

Evolution secteur Microfinance en millions USD



Evolution du nombre d'institutions secteur microfinance



La résilience du secteur de microfinance dépend de la capacité des institutions financières à surmonter leurs principales difficultés à savoir la bonne gestion des risques, la gestion financière et comptable et la mise en place d'un système d'information de gestion adéquat.

SECTEUR MICROFINANCE

Toujours en plein essor, le secteur de microfinance poursuit sa croissance au cours de l'année 2015. L'encours de crédits du secteur de microfinance est estimé en 2015 à 166,4 millions USD soit une croissance de 22% par rapport à 2014. Les dépôts du secteur sont estimés à 187 millions USD soit une progression de 9% par rapport à l'année précédente. En moyenne, les principales COOPEC enregistrent une progression de leurs encours de crédits et de dépôts respectivement de 15% et 11%.

Le secteur des microfinances est composé de 103 COOPEC, 2 COOPEC et 23 IMF.

¹Etude Consumer Financial Needs & Behaviour Assessment

ACTIVITÉS DU FPM

Activités FPM ASBL

Le FPM, Fonds pour l'inclusion financière en R.D. Congo, contribue à la réduction de la pauvreté en RDC, en favorisant le développement d'une offre durable de services financiers accessibles aux Micro, Petites et Moyennes Entreprises (MPME) et aux ménages à faibles revenus.

Le FPM ASBL vise à soutenir la construction et le développement d'un système financier inclusif responsable en appuyant techniquement les institutions financières qui ciblent les Micro, Petites et Moyennes Entreprises ainsi que les personnes à faibles revenus et qui présentent un réel potentiel de développement.

Les institutions financières visées par le FPM peuvent être classées en 3 segments à savoir :

- les IMF d'initiative nationale, les coopératives et les réseaux de coopératives. Les interventions du FPM ASBL visent à améliorer leurs capacités institutionnelles.
- Le deuxième segment se compose d'IMF promues et gérées par des acteurs internationaux, souvent filiales d'une holding spécialisée et des banques universelles spécialisées dans les services financiers aux MPME. Le FPM les aide à améliorer leurs indicateurs de portée et de couverture nationale.
- Le dernier segment se compose des banques universelles désirant élargir leur clientèle aux MPME. Pour elles, l'assistance du FPM ASBL consiste à intégrer les MPME comme un segment de la clientèle bancaire.

Poursuivant sa stratégie, le FPM ASBL clôture l'année 2015 avec 12 de projets d'assistance technique auprès de 12 institutions financières partenaires pour un total de 2,1 millions USD engagés. Le FPM a également réalisé dans le cadre de l'assistance technique transversale 2 sessions de formations regroupant un total de 158 cadres d'institutions financières.

Au cours du second semestre 2015, le FPM ASBL a lancé sa seconde session de formation comprenant 3 certificats à Kinshasa et Bukavu. Le programme de formation OIT s'adresse aux Managers, Chefs d'agences, contrôleurs/Auditeurs interne, Superviseurs. Ces formations ont pour but le perfectionnement théorique et pratique en prenant en compte les évolutions récentes des grands métiers de la microfinance.

L'un des domaines d'intervention du FPM ASBL est l'assistance technique directe auprès des banques dans l'implantation d'un segment PME. En 2015, le FPM ASBL est intervenu à la BOA en implantant le programme PME à Goma et Lubumbashi et l'institution l'a dupliqué à

Bukavu et Kinshasa. Cette intervention a permis à la banque d'atteindre fin 2015 un encours de crédit de plus de 20 millions USD contre de plus ou moins 6 millions USD en 2014.

Le FPM assiste ses institutions financières partenaires à s'implanter dans des provinces peu ou mal desservies en services financiers afin d'augmenter l'inclusion financière. Pour ce faire, le FPM réalise régulièrement des études de marchés pour mettre à disposition du secteur un ensemble d'informations détaillées leur permettant de prendre des décisions judicieuses en matière d'investissement. En 2015, une de ses institutions partenaires, FINCA RDC a pu ouvrir deux agences à MbujiMayi et à Kisangani. En 2016, FINCA avec l'appui du FPM ASBL ouvrira deux nouvelles agences à Kananga et à Mbandaka.

Fin mai 2016, le FPM ASBL publiera 3 études réalisées en 2015 à savoir une étude de marché sur l'ex province du Katanga, une étude de marché au Sud Kivu ainsi qu'une étude sur le financement agricole.

Activités FPM SA

L'institution sœur du FPM ASBL, le FPM SA, société financière réglementée par la BCC, s'occupe essentiellement du refinancement des banques, des institutions de microfinance et des coopératives d'épargne et de crédit. Cette activité de financement peut être complémentaire aux services d'assistance technique.

Après avoir lancé ses activités en février 2015, le FPM SA clôture l'année 2015 avec au total 11,7 millions USD de prêts décaissés à 7 institutions financières. Pour l'année 2016, le FPM SA prévoit de refinancer les institutions financières à hauteur de 23,9 millions USD sur toute la RDC.

Le FPM SA mène une politique d'investissement responsable passant par une pré-sélection et une évaluation complète des institutions financières qui souhaitent obtenir un refinancement.

La coopération très étroite entre le FPM SA, société de financement et le FPM ASBL, fonds d'assistance technique permet de travailler en profondeur et de contribuer à une plus grande professionnalisation du secteur financier en RDC.



FPM (Fonds Pour l'Inclusion Financière en RD Congo)

N°17, Avenue Kauka,
Quartier Batetela,
Commune de la Gombe, Kinshasa,
République Dém. du Congo

+243 992 006 139
Contact@fpm.cd
www.fpm.cd

